

Daniel Câlin*

Suppression des Rased : « La sédentarisation des maîtres spécialisés, c'est de la fumisterie »

Avec l'annonce de la suppression de 3 000 postes sur 11 000, les Rased (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) sont fortement touchés dans le budget 2009. Comment cette situation est-elle vécue sur le terrain ?

Les réactions sont très vives. Les enseignants spécialisés oscillent aujourd'hui entre l'accablement et la rage. D'un revers de manche, leur professionnalité et la formation qu'ils ont reçue sont mises en cause. C'est pour eux la négation de ce qu'ils ont pu construire - souvent difficilement - comme identité et comme compétence professionnelle. Dans les établissements où ils travaillent, selon la qualité et l'ancienneté de l'implantation, les réactions varient de la mobilisation forte des collègues et des familles pour leur maintien, au «*c'est bien fait pour eux*». D'une certaine façon, ils sont plus clairement soutenus par les associations de parents d'élèves que par les syndicats enseignants «généralistes» qui n'ont jamais mis en place d'action significative pour les défendre.

Pourquoi les rapports sont-ils si difficiles entre les maîtres spécialisés et leurs collègues des classes «ordinaires» ?

Les enseignants spécialisés constituent une population assez marginale dans l'éducation nationale. Leurs relations avec les enseignants des classes « ordinaires » sont structurellement compliquées, voire tendues, parce que les logiques à l'œuvre dans les deux professions sont très différentes. L'enseignant ordinaire s'adresse à des collectifs d'élèves qu'il apprend très peu à différencier, sinon pour mettre des notes. L'injonction fondamentale est le programme, et le travail d'évaluation par rapport aux normes de ce programme est la colonne vertébrale du métier. Les enseignants spécialisés eux sont tous délivrés de cette obligation des programmes. Leur mission est de réaliser des projets individuels écrits pour chacun de leurs élèves. L'individualisation, l'adaptation des contenus aux potentialités des élèves sont la justification de base de l'enseignement spécialisé. Or dans les Rased, ces deux catégories d'enseignants doivent collaborer. Pour les enseignants, les maîtres spé sont des fumistes qui n'ont pas de classe et des marginaux qui ont trahi leur corps d'appartenance. Quant à ces derniers, ils estiment souvent que, si leurs collègues travaillaient de façon plus différenciée, il y aurait moins d'échecs scolaires. Le malentendu est solide entre les deux.

Cette méconnaissance de l'action des Rased est-elle la raison de leur suppression ?

Le principal reproche formulé par l'institution est leur inefficacité. S'il est vrai que leurs interventions ponctuelles sont souvent insuffisantes - 3/4 h en moyenne par semaine par enfant -, elles constituent un palliatif important et permettent de débloquer bien des situations. L'autre difficulté des Rased, c'est qu'au fil des années ont été confiés à ce dispositif dont l'objectif est le

soutien au maintien en classe ordinaire des enfants qui relevaient de soins franchement externes et d'une intervention sociale massive.

Que révèle alors cette suppression de 3 000 postes?

Cela marque à mon sens un abandon progressif de la population la plus en difficulté pour des raisons sociales - handicapés exclus - avec un coup médiatique très habile qui consiste à justifier la suppression des réseaux par l'instauration de deux heures de soutien scolaire par semaine aux enfants. Est-ce par perversité politique, par connerie pure, par logique uniquement comptable ? Le traitement de la grande difficulté scolaire ne peut se résumer à du soutien : celui-ci ne peut être efficace qu'auprès d'élèves ayant seulement besoin d'un petit coup de pouce. Mais pour les 5 % à 10 % d'une classe d'âge en grande difficulté, les obliger à reprendre une louche scolaire quand leurs petits copains sont en récré ou en vacances, c'est de la maltraitance institutionnelle ! Les gamins vont flamber, les enseignants qui vont s'occuper d'eux aussi, et cela risque de se traduire in fine par le développement des centres éducatifs fermés. Quant à la sédentarisation des enseignants spécialisés dont il est question, c'est de la fumisterie. On va leur donner des classes, point barre, et pas forcément celles les plus difficiles puisque les règles habituelles de l'éducation nationale, de l'ancienneté et de la priorité en cas de suppression de poste, vont s'appliquer. A ce rythme, dans quatre ans, c'est la fin des Rased.

Plus largement, comment interprétez-vous cette systématisation du soutien scolaire ?

Cela correspond à mon sens à un retour de la normalisation scolaire et de l'égalitarisme républicain : chacun a droit à la même chose, un peu mâtiné de soutien scolaire. Ainsi le volume d'heures consacré au soutien sera strictement réparti entre toutes les écoles selon le nombre d'enseignants et non en fonction des réalités scolaires et des différents publics présents. Cela marque pour moi la perte d'influence de tout le mouvement psychopédagogique dans les hautes sphères de l'éducation nationale au profit d'une vision sociologique très globalisante.

* Daniel Calin est un ancien formateur de maîtres spécialisés